



*Déclaration préalable de la CGT Educ'action à la réunion du 12 octobre au MEN
sur le bilan de la réforme du Bac pro 3 ans*

Michaël

Marcilloux

En préalable, la CGT Educ'action se félicite qu'enfin le bilan de la réforme soit amorcé. Cela fait près de 3 ans que nous le réclamons.

Au vu des fiches fournies, nous partageons pour partie le constat des difficultés rencontrées, que ce soit au sujet des grilles horaires, des PMFP ou des CCF.

En revanche, nous sommes interrogatifs sur les convergences possibles entre nos analyses et celles du ministère sur les causes de ces difficultés et sur les propositions pour y remédier. Ceci notamment au regard de la réforme des collèges que nous contestons toujours fermement avec les collègues mobilisés comme c'était encore le cas samedi.

Présentée en 2008 comme devant permettre une plus grande attractivité de la voie professionnelle, force est de constater que de ce point de vue, la réforme du baccalauréat professionnel en 3 ans a échoué.

Citation de Darcos

Elle échoue également à réduire, de façon significative, le décrochage ainsi qu'à renforcer les passerelles avec la voie générale et technologique. Pour ce qui est de la poursuite d'études, en BTS il faudra vérifier le taux de réussite au BTS des bacheliers pro en 3 ans et la valeur que va garder celui-ci si on y introduit massivement les CCF.

Pour sortir de cet échec, il faut assurer une meilleure fluidité et une diversité des parcours en permettant notamment à plus d'élèves de passer par un cursus du type 2 +2 (soit un cursus en 4 ans) et en favorisant le retour, par des classes passerelles, vers la voie générale ou la poursuite vers le supérieur.

Il s'agit également de compenser la perte d'une année dans l'enseignement professionnel. Il faut aussi simplifier la recherche de stage, en réduisant la durée des PMFP de 6 semaines pour les ramener à une durée totale de 16 semaines sur 3 ans.

Les CCF ont démontré leur nocivité, dans l'organisation du travail des élèves en termes de surcharge de travail des collègues mais aussi et surtout en dévalorisant le diplôme par la perte d'un caractère national sans ambiguïté.

Enfin, nous sommes toujours opposés à la politique d'autonomie des établissements, que ce soit au collège ou dans les 3 voies du lycée. Elle est d'ailleurs directement la source des difficultés pointées dans la fiche 1.6 à « s'approprier les grilles horaires ».

Enfin, nous soulignons l'impossibilité de faire réussir une éventuelle réforme sans que ne soient donnés les moyens budgétaires nécessaires à sa réussite.

Ce bilan, pour être utile, doit donc pouvoir balayer tous ces aspects et déboucher sur de véritables propositions. Celles-ci devront permettre la fois le maintien d'une insertion professionnelle au niveau IV, lorsqu'elle correspond à une réalité économique, et la poursuite d'études réussie vers un véritable niveau III non dévalorisé. Pour la CGT Educ'action, ce dernier aspect est essentiel. Nous ne devons pas accepter que la réforme se traduise par moins de formation, il faut réussir l'accès du plus grand nombre au niveau du BTS.